

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Télétravail : des investissements encore insuffisants

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/ Gabon

LA pandémie du Covid-19 vient rappeler l'importance d'investir davantage dans le secteur du numérique dans notre pays, car il s'agit d'investissements durables et nécessaires pour le fonctionnement d'un État, d'une administration, d'une entreprise, des services...

Même si en ces temps de crise, le principe de solidarité gouvernementale ne permet pas de se désolidariser, le secteur des services numériques n'a pas toujours été au top des préoccupations depuis 2014 : baisse régulière des dotations inscrites dans les lois de finances, absence de budget d'investissement. L'Etat a surtout investi dans les grosses infrastructures de connectivité entre 2012 et 2014 (réseau national large bande en fibre optique CAB4, BNG). Mais depuis 2015, aucun investissement, surtout pour le secteur des services et des équipements pour l'administration (ordinateurs, imprimantes, applications ...)

Un effort organisationnel mené par l'Aninf avec les DCSI dans chaque ministère a été fait. Mais on constate une absence de ressources financières de l'Etat pour mener à bien leurs missions. Néanmoins, malgré cet état des lieux, plusieurs outils collaboratifs existent, à l'instar de la plateforme de messagerie utilisée par toutes les administrations. Ce qui reste insuffisant face à la forte demande des départements ministériels.

"Le secteur du numérique est organisé par un cadre institutionnel clair, qui définit les rôles de chacun des acteurs. Cependant, dans la pratique, plusieurs points entraînent des confusions dans les prérogatives des uns et des autres. Chaque entité administrative veut gérer ses projets et ressources informatiques, indépendamment de l'Aninf", regrette l'Agence.



De nombreuses carences existent encore relativement à l'outil informatique.

Covid-19 et chloroquine : deux essais français et chinois à l'étude

DES chercheurs français et chinois ont lancé hier une vaste étude sur le dérivé antipaludéen pour "clore le débat" suscité par la découverte du Pr Didier Raoult.

Issa IBRAHIM (Sces : AFP)
Libreville/Gabon

En vue de "clore le débat" définitivement (?) le débat suscité par la trouvaille du désormais célèbre virologue français Didier Raoult sur l'utilisation de l'hydroxychloroquine dans le traitement des patients atteints du Covid-19 une équipe française du CHU d'Angers a annoncé hier le lancement d'une étude "aux standards scientifiques et méthodologiques les plus élevés", portant sur 1 300 patients atteints du nouveau coronavirus et réalisée "dans des conditions qui ne laisseront pas de place au doute dans l'analyse des résultats", selon le Pr Vincent Dubée, initiateur du projet.

Baptisée Hycovid, l'étude doit commencer dès ce mercredi et sera menée en "double aveugle": ni les patients ni les médecins ne sauront si le patient reçoit de la chloroquine ou un placebo (moitié des patients pour chaque groupe). Il s'agira de patients âgés de plus de 75 ans ou ayant besoin d'oxygène sans être "en détresse respiratoire aiguë".

"Une des forces de cette étude, c'est qu'elle va inclure des patients atteints d'une forme de la maladie non grave mais à risque élevé d'évolution défavorable, comme certaines personnes âgées. Nous traiterons donc les personnes précocement, ce qui est probablement un élément déterminant de la réussite de la prise en charge", a souligné le Pr Dubée. Les premiers résultats devraient être connus dans "quelques semaines".

Également hier, une équipe chinoise a rendu publique son étude menée dans un hôpital de Wuhan, origine déclarée de l'épidémie de Covid-19, concluant au "potentiel" de l'hydroxychloroquine comme traitement contre la pandémie défiant la science et l'humanité.

Cette étude n'a toutefois pas été revue par un comité de lecture spécialisé d'une revue scientifique, conduisant nombre de spécialistes à relativiser les conclusions.

Les médecins de l'Hôpital du peuple de Wuhan ont étudié 62 patients infectés, 31 ayant reçu de l'hydroxychloroquine (400 mg/jour) et un groupe contrôle de 31 patients n'en ayant pas reçu.

Les deux groupes ont été constitués aléatoirement par ordinateur avec un âge moyen des patients de 44,7 ans. Présentant des symptômes de pneumonie n'ayant pas dégénéré, ils ont tous reçu un "traitement standard", oxygène, antiviraux, antibiotiques, sans plus de précisions. Des scanners pulmonaires ont par ailleurs été réalisés avant le début de l'étude, et après cinq jours complets de traitement.

A ce moment, les patients du groupe ayant reçu de l'hydroxychloroquine présentaient un bilan nettement meilleur concernant la pneumonie, avec une amélioration chez 80,6% d'entre eux (dont 61,3% présentaient une "amélioration notable"),

contre 54,8% pour le groupe contrôle. Les symptômes de fièvre et de toux s'étaient également atténués plus rapidement. Conclusion prudente des auteurs : "le potentiel de l'hydroxychloroquine pour le traitement du Covid-19 a été partiellement confirmé" et en l'absence "d'autre option actuellement, il paraît prometteur d'utiliser l'hydroxychloroquine sous surveillance", poursuivent-ils tout en souhaitant notamment "une étude clinique plus large".

Le Pr Didier Raoult s'est félicité sur Twitter de ces résultats : "Malgré le petit nombre de cas, la différence est significative. Ceci montre l'efficacité de ce protocole".

Mais d'autres s'interrogeaient ici encore sur la méthodologie, sans toutefois "jeter" les résultats. Comme Florian Zores, cardiologue à Strasbourg qui relève que l'étude ne correspond pas à sa déclaration préalable qui annonçait trois cohortes différentes de 100 patients chacune avec une évaluation finale de charge virologique, alors que finalement elle se contente de résultats cliniques.